

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Bourgeoisie s'est-elle consolidée ? (Paul Louis).

La Semaine politique (C.-E. Labrousse). — La Semaine Internationale (Robert Peltetier). — Souvenez-vous (L.F.). — Les problèmes du Communisme: Le Front unique (Félicien Challaye, J. Duret).

L'Assaut général contre le Droit de grève (Alix Guillaud).

La Grève des Cheminots allemands (L. Revoz). — Précurseurs communistes (J. Rosenberg). — Les Syndicats et la nouvelle politique en Russie (Thèses du P. C. Russe).



KARL RADEK

La Bourgeoisie s'est-elle consolidée ?

LE régime capitaliste dont nous annonçons la chute, la bourgeoisie dont le pouvoir nous paraissait essentiellement fragile et précaire, se sont-ils consolidés au cours des derniers mois écoulés ? La question se pose pour beaucoup de raisons, et pour beaucoup de raisons aussi, mérite d'être élucidée.

Les adversaires du communisme, dans les Partis socialistes, proclament que l'heure de la révolution est passée et qu'il serait illusoire de croire à son retour prochain. Toute leur thèse repose sur cette conviction, sincère ou affectée, que les rouages de l'organisme économique-social, faussés ou menacés dans les lendemains de la guerre, se sont ensuite redressés et fortifiés... En conséquence, le réformisme est justifié par les conditions mêmes de la lutte, et ce réformisme conduit tout naturellement à la collaboration des classes et au partage du pouvoir gouvernemental. La révolution n'étant plus possible pour une période indéterminée et sans doute très longue, il conviendrait de la rayer de nos prévisions et de procéder comme si elle était, en tout et pour tout, une chimère dangereuse...

Telle est spécialement l'argumentation, en Allemagne, de ceux que l'on appelle ou qui s'appellent eux-mêmes les liquidateurs du communisme. Mais on les trouve ailleurs qu'en Allemagne. La crise qui a suivi la guerre a arraché bien des gens à leur tempérament normal, à leurs opinions et à leurs tendances de toujours, et maintenant, comme la transformation intégrale et précipitée qu'ils attendaient ne s'est pas produite, ils versent dans la lassitude, dans le découragement, et, ce qui est infiniment plus grave, ils cherchent à décourager autrui.

Il s'agit pour nous de réagir contre les liquidateurs de partout, car ces défaitistes de la révolution sociale deviendraient un danger réel, si l'on ne réfutait pas leurs raisonnements.

Ils avaient été à la révolution par entraînement psychologique plus que par déduction dialectique. A toutes les époques, des crises, analogues à celles que l'humanité a traversées de 1914 à 1918, ont troublé les esprits et poussé

aux idées extrêmes des personnes dont le modérantisme et la timidité étaient jusque là les caractéristiques. Ces personnes peuvent aller, sous l'influence d'un événement, d'un incident qui les touche directement, aussi bien à l'extrémisme révolutionnaire qu'à l'extrémisme contre-révolutionnaire.

En l'espèce, la révolution mondiale avait paru très proche vers 1918. Elle se révélait presque comme l'unique solution des problèmes qui pesaient sur la conscience des hommes. L'effondrement du tsarisme et de la bureaucratie russe, l'extraordinaire facilité avec laquelle les Soviets avaient imposé leur domination, la brusque substitution du bolchevisme aux travaillistes et aux menchevistes, tous les épisodes en quelque sorte prodigieux qui s'étaient succédé sous nos yeux, avaient accrédité cette idée que le régime de la bourgeoisie était fini et que l'échéance du 93 ouvrier, de la révolution « dernière » prévue, il y a un siècle et quart, par Gracchus Babeuf était arrivée. Ce qui était plus significatif que tout le reste : la bourgeoisie elle-même ne croyait plus à sa stabilité. Les événements d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie, après ceux de Russie qui dominaient tous les autres, l'avaient terrorisée. Son état d'esprit ressemblait fort à celui de la noblesse et du clergé de France au lendemain de la prise de la Bastille.

Pourquoi la révolution, attendue à la fois par ceux qui en espéraient tout et par ceux qui en craignaient tout ne s'était point produite : je ne le rechercherai pas ici. Toujours est-il qu'elle n'éclata ni en France, ni en Angleterre, ni en Italie, ni en Suisse, ni en Scandinavie.

Pourtant la situation était uniquement révolutionnaire, et jamais elle n'avait été plus favorable à l'établissement de la dictature ouvrière. Le régime social montrait partout ses fissures béantes. Les conséquences immédiates de la guerre étaient aussi douloureuses que la guerre elle-même. La paix n'était pas revenue, mais les traités, dictés par les prétendus vainqueurs aux vaincus, avaient créé d'énormes risques de conflit, multiplié les raisons de chocs armés, et désarticulant des organismes vi-

vants, réduit l'Europe à la stérilité et à l'impuissance économique.

Les budgets, dans toutes les contrées, offraient des déficits monstrueux, et auprès desquels ceux du passé n'étaient que bagatelles. Les déficits de la France de Louis XVI, ceux de l'Angleterre des Stuarts, à la veille d'autres révolutions et qui tiennent une large place dans l'histoire, restaient chétifs, quand on les comparait aux bilans des diverses puissances après l'armistice. Les dettes publiques s'étaient multipliées, ici par dix et là par cent vingt. Les Etats nouveaux naissaient avec de telles charges, qu'on se demandait comment ils y feraient jamais face. Or rien n'est plus grave pour une classe dominante que l'écroulement financier, car si elle ne peut plus payer ses fonctionnaires et ses rentiers, elle perd tous ses soutiens.

Tandis que les déficits s'accumulaient, que les ministres bourgeois ouvraient des emprunts et frappaient des assignats, le marché des changes se désorganisait. Or la désorganisation de ce marché engendre spontanément des troubles divers, la paralysie du trafic universel et le renchérissement de toutes choses en premier lieu. La classe ouvrière devint plus misérable encore par cette dislocation des rouages économiques, par la réduction évidente de son salaire réel (qui est très différent de son salaire nominal), par l'extension du chômage. La bourgeoisie, à la fois incapable de restaurer l'équilibre financier et de rendre son élasticité, son activité à l'appareil économique qui avait fait sa propre richesse, — semblait d'autant plus inévitablement condamnée à la mort ou mieux à la déchéance et à l'expropriation qui équivalent pour elle à la mort, que le prolétariat affluait dans les organisations politiques et syndicales.

Et pourtant la révolution a été épargnée à l'oligarchie possédante, et celle-ci demeure au pouvoir : à première vue, elle s'y serait même fortifiée. Cette oligarchie, dans certains pays, a édicté des Terreurs Blanches, qui ont joué le même rôle que la Semaine Sanglante de 1871 chez nous, qui ont supprimé les éléments les plus résolus du communisme et du syndicalisme militant. Dans d'autres pays, sans aller jusqu'à l'état de siège, à la dictature militaire et au massacre, elle a promulgué ou préparé, sous le couvert de Parlements de classe, des lois scélérates qui abolissent l'ancienne légalité bourgeoise, dite constitution-

nelle ou démocratique. La Yougo-Slavie, après la Finlande et la Hongrie, s'est ralliée à la première méthode ; la France, la Pologne et la Suisse à la seconde. Ailleurs, la légalité traditionnelle a paru suffisante pour contenir l'assaut ouvrier ; ailleurs encore, la bourgeoisie s'est constitué une milice officieuse à côté de l'armée officielle, et tel est le cas de l'Italie où sévit le fascisme.

Avec cette offensive politique a coïncidé une offensive économique — dans l'ordre fiscal, dans le domaine de la réglementation du travail et celui des salaires. Partout à la fois, se sont accrues les contributions exigées des ouvriers, tandis qu'on diminuait du quart ou du tiers leur rétribution et que la loi des huit heures était catégoriquement violée.

Ce sont ces faits, ces attentats généralisés de l'aristocratie industrielle, commerciale et financière, qui ont suggéré à d'aucuns la conclusion un peu rapide que le régime capitaliste s'affermissait, qu'il s'était libéré de ses périls et soustrait à la crise mortelle. Ce n'était, en vérité, qu'une apparence, comme je le démontrerai dans un prochain article. La situation mondiale n'a pas cessé un seul instant d'être révolutionnaire, mais la mentalité et l'organisation du prolétariat n'étaient pas encore telles, qu'il pût exploiter partout les circonstances historiques. Ici encore le passé proche doit servir d'enseignement au proche avenir.

Paul LOUIS.

A NOS LECTEURS

Nos lecteurs trouveront dans notre prochain numéro la fin de l'étude de notre camarade L.-O. Frossard : Contre le Front Unique.

UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

*Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.*

Cotisez-vous ! Souscrivez !

La Semaine Politique

Trois Discours

Cette fois-ci, la partie est bien près d'être gagnée : la République Socialiste de Russie va être naturalisée « gouvernement ». Etablie en fait, elle s'apprête à être consacrée en droit : de la Conférence de Gênes, sortira sa reconnaissance officielle. Pour la première fois, une République socialiste s'installe dans l'histoire : et toute l'histoire de ce siècle peut en être changée. C'est une nouvelle forme d'Etat que le droit international bourgeois consacre. Le Socialisme pouvait-il espérer plus grande victoire ?

On comprend que l'instinct de la conservation, particulièrement violent chez notre bourgeoisie moins évoluée — d'un égoïsme plus animal oserai-je presque dire — que l'ensemble de la bourgeoisie industrielle d'Occident, on comprend que le simple instinct de la conservation ait fortement prévenu les classes dirigeantes contre une si redoutable échéance. Il a fallu cependant céder. L'Europe centrale les pays scandinaves, l'Angleterre, l'Italie, ont renoué pratiquement avec la Russie socialiste. C'est aujourd'hui le tour de la France. Ce sera à Gênes, officiellement, celui de l'Europe ou du monde.

La semaine est marquée, à cet égard, en France, par trois manifestations importantes. Elles proviennent de trois domaines différents du monde politique. La première, du vieux radicalisme offensif, avec M. Doumergue, ancien président du Conseil. La seconde, du radicalisme politicien, avec M. Herriot... futur président du Conseil. La troisième vient de M. Poincaré, président du Conseil.

La Ligue de la République, où voisine toute la clientèle du Bloc des Gauches, donnait mardi son deuxième banquet de propagande. M. Doumergue y exposa un programme de politique générale. Il y a quelques mois encore, un ancien président du Conseil, radical, eût ignoré la Russie. Il y a un an, il l'eût sermonnée rudement. Signe des temps : M. Doumergue n'a ni ignoré, ni sermonné. Bien au contraire. Il a fait appel à la grande République d'Orient en la proclamant indispensable à la vie économique du monde. Il n'a pas ménagé les ceillades au pays « dont nous fûmes l'ami et l'allié, au pays dont nous devons redevenir l'ami et l'allié, au pays qui a fait, pour sa liberté, une révolution terrible ». Etrange langage ! Il n'est plus question de trahison, d'assassinats, de pillages,

de tchékas. Voilà M. Doumergue en coquette-rie avec Moscou. *O tempora...*
Et d'un.

Ce qui est plus significatif encore, c'est de voir un politicien aussi prudent que M. Herriot renoncer non seulement à l'anathème dogmatique contre Moscou, mais à la simple neutralité. M. Herriot s'est affirmé, au même moment que M. Doumergue, pour la reprise des relations avec la Russie. Celui-ci parlait à la Ligue de la République. Celui-là au Comité Exécutif du Parti radical. Sans doute, n'a-t-il parlé expressément que de la reprise des relations économiques. Mais cet euphémisme ne trompe plus personne. On verra ce qu'il en restera au clair soleil de Gênes.

M. Herriot a d'ailleurs donné lui-même les meilleures raisons contre toute politique de restriction déflante à l'égard de la Russie. « Je pense, a-t-il dit, que la République russe n'est au fond qu'une république socialiste et qu'elle deviendra demain une république bourgeoise. » Est-il un bourgeois libéral français qui puisse se refuser à tendre diplomatiquement la main à des gens dont on nous prédit un si rassurant avenir ?

Le Comité exécutif du parti radical a fermement approuvé.

Naturellement, M. Poincaré n'a pas témoigné avec la même netteté que MM. Doumergue et Herriot ses sentiments sur la reprise des relations avec les Soviets. Ses fonctions officielles lui interdisent de telles expansions. Son intervention à la Chambre, lors du débat sur les secours à la Russie, est d'ailleurs caractérisée plutôt par ce qu'on n'y trouve plus que par ce qu'on y trouve. Le ton des interventions ministérielles de naguère est bien changé. Rappelons-nous comment le Cabinet Briand, dans sa Déclaration ministérielle, définissait il y a treize mois sa position dans le problème russe :

« Pas plus que les gouvernements précédents, disait la Déclaration, nous ne reconnaitrons le pouvoir des Soviets. Nous ne saurions reprendre les relations avec la Russie tant qu'il n'y aura pas à Moscou un régime qui représente véritablement le peuple russe et qui soit prêt à tenir les engagements pris par les gouvernements antérieurs de ce pays. »

Avant le cabinet Briand, les cabinets Millerand et Leygues étaient plus durs encore. Et quand, il y a un mois, le cabinet Poincaré apportait à la tribune de la Chambre sa Déclaration de naissance, il énumérait d'un ton

rogue toutes les conditions dont l'acceptation préalable devait être exigée sur le seuil de Gênes.

Est-ce une fausse impression ? Il semble que le cabinet se soit bien radouci aujourd'hui. M. Poincaré, dans sa réponse au discours de M. Ferdinand Buisson sur la famine russe, a soigneusement évité toute insinuation malveillante sur la responsabilité des Soviets. Eh oui ! Voilà une chose remarquable...

Il n'a fait, d'autre part, aucune difficulté pour reconnaître qu'il était en relations quotidiennes « avec M. Tchitcherine » au sujet du rapatriement des prisonniers. Il vient de dépêcher à Berlin M. Thiébaud, secrétaire général de la Croix-Rouge française, pour s'entendre avec « un représentant du pouvoir des Soviets » sur l'utilisation — tout arrive ! — du crédit de six millions voté par les Chambres il y a de longs mois pour les affamés de la Russie.

M. Poincaré a bien pris soin de préciser que ces divers pourparlers n'impliqueraient en rien une reconnaissance officielle de la République des Soviets. Nous ne le prétendons pas davantage. L'attitude générale du cabinet atteste simplement un changement d'esprit, au moins apparent. Les derniers larons du tsarisme et de la contre-révolution seront donc sages de ne pas trop compter sur la France gouvernementale pour une opposition irréductible à la reconnaissance des Soviets. Quant à la France libérale, les discours Herriot-Doumergue nous montrent, qu'auprès d'elle, la République russe a déjà enlevé la partie.

Surprise : Un milliard et demi

Le gouvernement vient de présenter à la Commission des finances un cahier de crédits additionnels au budget de 1921. Ces crédits s'élèveraient modestement à un milliard et demi. Le Parlement n'a plus qu'à ratifier : les dépenses correspondant à ces crédits ayant été déjà engagées sans qu'on prenne même la peine de lui demander son avis. C'est ainsi qu'on tient compte du contrôle parlementaire en matière de finances, qui est à l'origine historique de tout régime constitutionnel. Le budget de 1921 s'élève donc, pour le moment, à 28 milliards, sans compter les dépenses recouvrables.

De même que le contrôle parlementaire, le contrôle juridique de la Cour des Comptes est incompatible avec un tel régime : la multiplication des crédits additionnels et des comptes spéciaux retarde à tel point le travail de la Cour, que ses décisions interviennent seulement dans d'interminables délais. C'est ôter à ces décisions toute portée pratique. Désordre financier, désordre comptable, mépris des garanties premières de tout système constitution-

nel, voilà les grands principes affirmés par la politique financière de la bourgeoisie.

On peut apprécier, par un simple rappel de faits, l'affaiblissement progressif des facultés d'administration et de direction dont elle a fait preuve depuis plus d'un siècle. En 1817, la Chambre — la Chambre censitaire de la Restauration — s'émouvait en constatant que le ministre de la Guerre avait dépensé 23 millions en sus des crédits qui lui avaient été alloués. Elle décidait qu'une demande de crédits supplémentaires devait être déposée avant tout engagement de dépenses supplémentaires. La mesure fut respectée.

La bourgeoisie était alors une classe jeune, laborieuse, active, apte à la domination. Elle votait son budget en temps voulu. Et ce budget était en équilibre. Un siècle s'ouvrait devant elle...

Vous ne trouvez pas que ce simple cahier de crédits additionnels signifie bien des choses ?

Simple Remarque

Parmi les 1.500 nouveaux millions demandés par le gouvernement, on en compte près de 400 représentant les intérêts d'une partie de la dette nouvelle, contractée par l'Etat, au cours de l'exercice précédent. On nous avait bien dit : ni impôts nouveaux, ni emprunts...

On n'a pas établi d'impôts nouveaux : on n'a même pas fait rentrer les anciens.

Mais, en juin dernier, la France a contracté un nouvel emprunt aux Etats-Unis. A la même époque, elle raffait 5 milliards par l'émission de bons du Trésor à deux ans.

Voilà sept ans et demi qu'on pratique cette méthode facile : emprunter pour combler le déficit — et le déficit s'élargit à mesure qu'on emprunte. Le plus étonnant est que ça dure encore...

G.-E. LABROUSSE.

VIENT DE PARAITRE :

Fernand LORIOT

Un an après Tours

Une brochure 0 40
 Les 25 exemplaires..... 8 fr.
 Les 50 — 15 fr.
 Les 100 — 25 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité.

La Semaine Internationale

Le retard de la Conférence de Gênes

M. Poincaré avait envoyé à M. Lloyd George un memorandum touffu, exposant tous les prétextes possibles pour retarder la Conférence de Gênes et pour y rendre intenable la place de la Russie.

Le gouvernement anglais n'a pas encore répondu à cette note. Les amis de M. Poincaré déclarent que ce silence est admiratif. Il est plus vraisemblable de penser que M. Lloyd George et lord Curzon ont voulu manifester leur mécontentement.

Au reste, la presse officieuse anglaise a fait à plusieurs reprises une réponse au memorandum français et loin de se déclarer convaincus par l'argumentation de M. Poincaré le *Daily Chronicle* et l'agence *Reuter*, qui sont bien placés pour exposer la pensée du Premier anglais, ont déclaré très nettement qu'on cherchait en vain dans la note française une raison valable pour un ajournement.

M. Poincaré, bon gré, mal gré allait être obligé d'aller à Gênes le 8 mars ou d'exposer pourquoi il n'y allait pas, lorsque le destin qui depuis 1914 sert assez souvent les projets personnels de l'actuel président du Conseil, lui a fait cadeau d'une crise ministérielle italienne, crise d'une durée inusitée, sans solution encore à l'heure où nous écrivons et qui a fourni la *raison technique* d'un ajournement.

Certains journaux français ont prétendu que la crise italienne avait pour cause la Conférence de Gênes. En réalité s'il y a actuellement une tendance qui réunisse au Parlement de Rome une majorité écrasante, c'est bien celle de la reprise des relations avec la Russie. C'est pour des raisons de politique intérieure, de politique parlementaire que M. Bonomi est tombé et ceux qui ont prétendu le contraire le savent parfaitement.

Parmi toutes les grandes puissances, la France du Bloc National est la seule qui manifeste de l'hostilité à la Conférence projetée. Elle est soutenue dans sa politique par la Petite Entente.

La Roumanie accumule actuellement un matériel de guerre formidable et par conséquent voudrait maintenir la Russie en dehors de l'Europe. M. Poincaré souhaite vivement que ses vassaux soient à la Conférence à ses côtés.

En même temps il continue à multiplier les obstacles. L'Angleterre avait proposé une réunion d'experts franco-anglais à Londres. Le Quai d'Orsay a répondu en demandant qu'elle ait lieu à Paris.

En attendant, toutes les organisations hostiles à la Russie s'agitent en France.

L'Éclair donne l'hospitalité à Boris Sa-

vinkov pour annoncer la fin prochaine du régime soviétique.

Les associations de créanciers de la Russie votent des ordres du jour et des résolutions qui prétendent confisquer la souveraineté du peuple russe.

Si le *Matin* par hostilité contre l'Angleterre a fait accueil aux interviews de Radek, de Rakovsky et de Krassine qui se sont efforcés de montrer aux bourgeois français qu'en réalité la haine des Soviets n'était pas conforme à l'intérêt de la France, il rachète ce moment d'impartialité par des articles d'un correspondant de fantaisie ennemi aveugle de la Russie.

Toutes les influences capitalistes jouent pour tromper l'opinion française et pour l'abuser sur ce qu'est la Russie et sur la Conférence de Gênes.

Cette manœuvre a pour but de mettre à profit le délai imposé par les circonstances pour dresser contre la Russie la masse considérable qui fait son opinion d'après la presse bourgeoise.

Mais en admettant que M. Poincaré parvienne à ses fins et réussisse à duper ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion publique, sa situation internationale n'en sera pas plus brillante et il n'aura nullement fait avancer le problème des réparations qui se vantait si souvent de pouvoir résoudre, avant son arrivée au pouvoir.

Les Difficultés anglaises

Ce qui sera particulièrement difficile à M. Poincaré ce sera d'amener M. Lloyd George à prolonger beaucoup le retard de la Conférence de Gênes.

Les deux millions de chômeurs que compte actuellement l'Angleterre imposent à son gouvernement l'obligation de faire le plus rapidement possible un gros effort pour retrouver un marché commercial.

Cet effort, dont la Conférence de Gênes est la seule forme possible, toute l'opinion anglaise l'exige. Quiconque en doute n'a qu'à regarder les chiffres de l'élection qui vient d'avoir lieu à Manchester. En 1920, le candidat conservateur avait 4.631 voix de majorité, en 1922 le candidat travailliste est élu avec une majorité de 3.624 voix.

C'est un déplacement de huit mille voix et qui prend toute sa signification quand on sait que le Labour Party s'est prononcé formellement pour la politique de reconstruction et de réconciliation de l'Europe.

Si M. Lloyd George veut aux prochaines élections grouper une majorité c'est sur les principes dont Gênes est le symbole qu'il pourra la trouver, encore n'est-il pas assuré contre une victoire des travaillistes.

Et cette raison seule suffira à créer une opposition formelle entre la politique anglaise et la politique française si cette dernière persiste à s'opposer à la Conférence de Gênes, ou à mettre tout en œuvre pour la mener à un échec.

Le gouvernement anglais a d'ailleurs d'autres préoccupations aussi angoissantes.

L'Égypte pose un terrible dilemme : il faut ou la maintenir dans l'obéissance, et c'est là-bas la guerre civile avec tous ses dangers et toutes ses charges ; ou lui rendre sa liberté, et c'est la *route impériale* du Canal de Suez qui est à la merci de l'Égypte indépendante. L'Angleterre pourrait être coupée des Indes au moment même où ces dernières s'agitent et réclament elles aussi la fin de la domination britannique.

Le problème est si difficile à résoudre que les jours passent sans que les ministres anglais puissent se décider à rompre le silence. Et pourtant chaque jour augmente l'effervescence égyptienne.

En voyant le terrible ébranlement que subit l'empire britannique, le vainqueur de la guerre, on peut apprécier combien sont légers les dirigeants français qui croient à la stabilité de leur ordre économique et politique et combien en se refusant à comprendre l'imminence d'un monde nouveau ils se montrent inférieurs aux capitalistes étrangers leurs rivaux, qui cherchent, inutilement sans doute, mais cherchent cependant à rajeunir leur société décrépite par un peu de solidarité internationale.

Robert PELLETIER.

SOUVENEZ-VOUS !

Vous avez donné pour les lointains affamés de Russie le salaire d'une journée de travail, quelques vêtements, un peu de temps, beaucoup de bonne volonté. Un bateau est parti pour la Russie Rouge, chargé de blé. Ce blé sauvera des centaines d'enfants et d'adultes, et ce blé vous en avez donné votre part. Et la vie vous est dure à vous-mêmes. C'est vrai. Mais les 175 millions de francs que les pauvres du monde entier ont donnés pour les paysans affamés de Russie, les dons qu'un Nansen parvient à arracher à l'hypocrisie et à la cupidité du monde bourgeois, les dons que les gouvernements harcelés par nos militants ont consentis, tout cela réuni suffit à peine à sauver la moitié des paysans condamnés au supplice de l'inanition et à la mort... Dix millions d'hommes sont encore à sauver, dix millions d'hommes et la terre nourricière de la République Rouge, qu'il ne faut pas laisser se dépeupler et se transformer en désert !

Souvenez-vous-en, camarades, à tous les instants !

Et pour mieux vous en souvenir, que la famine ne soit pas dans vos esprits une idée abstraite ; ne vous accoutumez pas, ne vous résignez pas à connaître vaguement, passivement, ce cauchemar. Evoquez-en la réalité ! Faites-la connaître pour susciter l'indignation et la volonté d'action de tous les révolutionnaires !

La *Kommuna* de Samara publiait, dans les premiers jours de février — entre autres — la dépêche suivante :

Depuis l'été dernier, la population du district de Pavlovsk se nourrit exclusivement de différents succédanés : d'herbe, d'écorce de chêne, etc. Des chiens, des chats, des animaux crevés, telle fut longtemps la nourriture des habitants du district. Mais, maintenant, cette sorte de nourriture a disparu. L'hiver, la neige et la glace empêchent les habitants d'utiliser les succédanés. 400 personnes sont déjà mortes de faim. 1.000 se sont exilées. 8.000 souffrent de la faim et sont destinées à une mort certaine. Les paysans ont vendu tout leur bien pour quelques livres de pain ou pour une poignée d'herbe. Les affamés se volent mutuellement leurs derniers restes. Les pères abandonnent leurs enfants en bas âge et fuient.

Dans un journal de Simbirsk, nous trouvons quelques pages du carnet de voyage d'un camarade dans les régions affamées. Les journaux de Moscou les ont reproduites. En voici quelques lignes :

Nous avions des vivres, mais il nous fallait un logis pour nous restaurer et nous reposer. Nous entrâmes dans la première demeure venue.

Une femme, assez jeune encore, est couchée sur un grabat. Trois enfants gisent sur le plancher de terre battue. Nous ne comprenons pas tout d'abord. Nous demandons qu'on veuille bien nous préparer le samovar. Sans faire un mouvement, la femme nous répond d'une voix faible :

— Faites vous-mêmes, je n'en ai pas la force. Je n'ai rien mangé depuis onze jours.

Nous remarquons alors que les enfants, presque inertes, ont les pieds et les mains liés.

— Les petits n'ont rien mangé depuis dix jours. Comme ils se mordaient les mains, je les ai attachés...

Nous sommes confondus devant tant de souffrance. Mais, hâtivement, nous défaisons nos sacs de voyage, nous en tirons du pain, nous allons le tendre aux petits moribonds, quand la mère nous arrête d'un geste :

— Ne leur donnez rien... Ils ont horriblement souffert pendant sept jours... Maintenant, ils ne souffrent plus, laissez-les mourir en paix... Si vous les ranimez, ils recommenceront à souffrir... Et demain, ils n'auront rien à nouveau. Laissez-les mourir en paix, passez votre chemin...

Nous n'avions rien à répondre. Nous courûmes au Soviet du village. On nous y donna cette brutale réponse :

— Nous n'avons plus de pain, nous ne pouvons plus rien.

Souvenez-vous, camarades, du Soviet de ce village-là. Souvenez-vous qu'il faut parfois, pour faire avancer les trains de secours, débarrasser les voies encombrées de cadavres. Souvenez-vous que des années de blocus ont préparé ces choses. Souvenez-vous que les paysans qui meurent ainsi ont fait la révolution, combattu et souffert pour votre cause. Souvenez-vous qu'il faudra encore pendant des mois et peut-être des années s'efforcer chaque jour de sauver quelques-uns de ces affamés !

L. V.

Les Problèmes du Communisme

LE FRONT UNIQUE

DEUX OPINIONS

La formule du front unique, si elle a contre elle certaines considérations de personnes et de circonstances, a pour elle les principes ; — les principes permanents, donc la durée, l'avvenir.

Deux considérations essentielles la justifient, l'une, théorique, l'autre, pratique.

Considération théorique : l'unité du prolétariat.

La société actuelle est faite de deux classes — contre lesquelles les intermédiaires, du moins au point de vue commercial et industriel, disparaissent de plus en plus — : ceux qui travaillent sans posséder, les prolétaires ; ceux qui possèdent sans travailler, les capitalistes. Les prolétaires, pour vivre, sont contraints de mettre leur force de travail au service des capitalistes : ils en sont les esclaves, privés de bien-être et de liberté.

Pour mettre fin à cette injustice, les prolétaires s'unissent contre les capitalistes unis : classe contre classe.

Seule, l'union — l'union totale, sans condition, sans réserve — peut donner aux travailleurs une force comparable à celle que donne le capital aux capitalistes. Union dans les syndicats et dans les organismes groupant les syndicats. Union dans le parti politique qui représente la classe des travailleurs, et qui associe aux prolétaires tous ceux qui veulent la fin d'une société mauvaise, injuste.

La considération pratique traduit dans les faits cette considération théorique. La division, c'est l'impuissance.

Quand les ouvriers d'une usine seront divisés en groupes hostiles, consacrant le meilleur de leur activité à lutter les uns contre les autres, quelle force aura le patron pour régner, tyranniquement, sur eux tous !

Quand, dans tout le pays, dans la petite ville, au village, les travailleurs et les intellectuels dévoués à leur cause, useront leurs efforts les uns contre les autres, quelle joie pour les bourgeois et les journalistes à leur solde, pour les préfets et les policiers, pour les militaires professionnels et les curés ! Leur domination restera inébranlée longtemps.

L'Exécutif de la 3^{me} Internationale a senti le danger. L'esprit de notre Jaurès a inspiré à nos amis russes le conseil, le mot d'ordre : *front unique* :

Front unique pour la défense et pour l'amélioration de la condition des travailleurs : un labeur moins lourd, plus de pain. Front unique pour le maintien de la paix, pour l'instauration d'une société internationale conforme aux intérêts du prolétariat, aux intérêts de l'immense majorité des hommes, à la justice.

Il ne s'agit, à aucun degré, de renoncer à notre idéal révolutionnaire, à notre volonté de transformer entièrement la société injuste, à notre vo-

lonté de créer la société juste, où tous travailleront pour tous, et où tous participeront équitablement aux produits du travail de tous ; ou il n'y aura plus ni misère ni guerre.

Il s'agit de ne pas (ou de ne plus) renvoyer au lendemain de la Révolution la tâche de sauvegarder, ou d'améliorer — même en quelque détail et de façon insuffisante — la situation des travailleurs. Tendance déprimante, qui explique trop bien le découragement des masses.

Ainsi il ne suffit pas de parler, ni de hurler, des mots révolutionnaires. Il faut travailler, étudier, baser sur des connaissances techniques une action bien coordonnée.

Et puisque ces combats à objectifs définis exigeront la coopération de tous les prolétaires et de tous les vrais amis, il faut éviter les polémiques passionnées qui risquent de diviser la classe prolétarienne. Il convient d'unir à une grande fermeté doctrinale une interprétation indulgente des actes individuels, une courtoisie fraternelle dans la discussion des idées.

Certains détestent d'autant plus leurs adversaires politiques que ceux-ci se rapprochent plus d'eux. Cette tendance s'explique par de plates considérations électorales : il s'agit de ne point se laisser enlever par un concurrent la clientèle de votants dont on s'attribue la propriété individuelle, le monopole ! Ces médiocres préoccupations doivent céder à une vue plus large et plus haute. Nous devons accorder nos préférences politiques à ceux qui se rapprochent le plus de notre idéal. Bon gré mal gré, ils nous aident à le répandre. Ils préparent l'entrée en jeu des forces populaires qui les dépasseront, les emporteront.

A un socialisme trop mêlé de vanités égoïstes et de haines mesquines, substituons un communisme de vaste amour. N'ayons de haine que pour la haine, pour l'injustice, pour le capitalisme inique, pour le militarisme meurtrier.

Le mot d'ordre : *front unique*, me paraît un appel à l'étude précise, au travail fécond, à la concorde fraternelle.

Je vote pour le front unique.

Félicien CHALLAYE.

La question du front unique a fait couler beaucoup d'encre ; elle en fera couler encore, et l'ardente discussion soulevée par cette question dans le Parti est un symptôme des plus heureux, car les débats d'idées chassent les querelles de personnes.

Mais on peut toutefois reprocher à un grand nombre de camarades d'avoir rétréci la question, en s'occupant moins de ce mot d'ordre comme

ayant une valeur internationale que de sa réalisation pratique en France. Cependant, même au point de vue de l'action à mener en France, c'est la tactique générale adoptée par l'Internationale Communiste qui doit surtout nous occuper, et non pas les modalités de son application dans les différents pays.

Imaginons pour un instant, par exemple, que l'Internationale Communiste puisse faire le Front Unique avec celle de Vienne et d'Amsterdam, qu'une sorte d'entente permanente soit réalisée entre ces trois organisations. Serait-il possible, dans ces conditions, que le Parti français fasse cavalier seul et boude pour longtemps les S.F.I.O. et les syndicalistes à la Jouhaux ? La fausseté d'une telle situation saute aux yeux. Donc, le problème reste entier ; c'est sur une échelle internationale qu'il faut le résoudre.

On a très souvent répété que la tactique d'un Parti Communiste ne peut être immuable, qu'elle doit évoluer à mesure qu'évoluent les conditions de lutte, qu'elle doit s'adapter aux circonstances — car autrement le communisme se transforme en verbalisme révolutionnaire.

Ceci est exact, mais, d'autre part, il est encore plus dangereux de tourner bride devant les difficultés et de sacrifier à quelques avantages temporaires les intérêts généraux de la lutte. Telle concession commode pour le moment peut avoir des conséquences néfastes dans le développement dialectique de la situation.

Jusqu'ici, l'une des tâches essentielles des communistes était partout de mettre en lumière l'abîme qui les sépare des autres partis dits socialistes. On démontrait que la différence entre révolutionnaires et réformistes consistait non pas en une évaluation différente de la vitesse du développement historique, mais qu'elle cache l'antagonisme irréductible des intérêts de deux classes sociales différentes : du prolétariat révolutionnaire d'une part, de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie, d'autre part. A ceux-ci est venue se joindre la caste des bureaucrates du mouvement politique et syndical.

L'expérience de la Révolution russe, comme celle de toutes les révolutions de l'Europe centrale, a montré de quelle nature est l'antagonisme qui est apparu entre les communistes et les réformistes. En Russie comme en Allemagne, en Hongrie comme en Pologne, pour toute la masse inorganisée, les communistes étaient ceux qui voulaient prendre le pouvoir, installer le régime des soviets et procéder à la socialisation des moyens de production ; les réformistes étaient ceux qui, d'accord avec la bourgeoisie, voulaient maintenir le régime parlementaire et la propriété privée.

Or, il est évident que :

1° La même situation se représentera dans tous les pays qui entreront dans une période révolutionnaire aiguë ;

2° Que, dans une telle période, réformistes et communistes se trouveront des deux côtés de la barricade. Ce serait de la folie alors que de causer du front unique. Un tel acte serait, avec raison, qualifié immédiatement de trahison. Si donc, dans la situation actuelle, on est partisan du front unique, il faut, avant tout, démontrer deux choses :

1° Que dans la période actuelle, il ne peut être question de mouvement révolutionnaire de large envergure ;

2° Que, dans la période d'accalmie que nous tra-

versons actuellement, les communistes et les réformistes peuvent tomber d'accord sur des mots d'ordre qui leur seraient communs et, ce qui est encore plus difficile, s'entendre sur les modalités de l'action à mener.

Car si la tactique du front unique devait se réduire à faire aux chefs réformistes des propositions que ceux-ci s'empresseraient de rejeter, et par cela même ils se démasqueraient, comme dit la thèse de Moscou, elle ne serait qu'un artifice sans importance et ne mériterait pas de susciter de tels débats au sein du communisme international.

Il est évident que la période que nous traversons actuellement semble moins propice à l'action communiste que celle qui suivit immédiatement la guerre. Le flot révolutionnaire, qui dans ce temps-là déferla à travers toute l'Europe, semble s'être retiré. Le capitalisme a franchi sans trop de dommages la période dangereuse où il devait transformer l'industrie de guerre en industrie de paix : cette période où des millions d'hommes fraîchement démobilisés et sans travail constituaient un matériel explosif très dangereux pour l'ordre social actuel.

Après avoir résisté à l'assaut des spartakistes, après avoir saigné abondamment en mars dernier le prolétariat allemand, après avoir étranglé la Révolution communiste en Hongrie, affamé la Russie des Soviets, installé en Italie la dictature du fascisme, le capitalisme, dans le monde entier, est passé à la contre-offensive. Cette contre-offensive capitaliste, ayant pour but d'amener le prolétariat à un niveau inférieur à celui de la période d'avant-guerre, qui caractérise toute la période actuelle.

La crise économique qui sévit dans le monde entier rend cette offensive de plus en plus brutale. Le rétrécissement du marché mondial, provoqué par l'appauvrissement de tous les pays et la ruine totale de quelques-uns, rend de plus en plus aigus les antagonismes qui se font heurter entre eux les principaux impérialismes.

Mais en même temps que ces antagonismes deviennent de plus en plus accusés, l'union économique de tous les pays devient de plus en plus nécessaire pour remédier à la crise formidable qui menace le monde.

Les contradictions dans lesquelles se débat toujours la société capitaliste sont arrivées à leur apogée. La bourgeoisie de tous les pays fait un effort suprême pour liquider la guerre tout en maintenant le système capitaliste de production. Elle essaie de rétablir l'économie sur une échelle mondiale, et le premier pas dans cette voie, c'est Gènes.

Si nous étions seulement des observateurs impartiaux regardant de haut ce qui se passe dans le monde, nous pourrions avec calme supputer les chances du capitalisme de réussir ou d'échouer dans son entreprise, mais nous ne sommes pas des spectateurs : nous vivons et nous combattons, exposés plus que tout autre aux coups de la bourgeoisie. Les communistes doivent comprendre que si le capitalisme réussit dans sa tentative, c'est le prolongement de l'esclavage de la classe ouvrière pour des dizaines et des dizaines d'années ; ils doivent comprendre que la clef de la situation se trouve entre les mains du prolétariat mondial. Sa passivité peut faire aboutir le plan de la bourgeoisie, une action révolutionnaire de sa part peut le faire échouer et ainsi faire ac-

complir un pas de géant à la Révolution mondiale.

Fatalement, l'effort du capitalisme pour sortir de cette situation accentuera encore, dans la période de transition, la crise actuelle. Car le capitalisme, pour réussir dans sa tentative, devra rendre encore plus lourdes les charges écrasantes du prolétariat. Ceci doit forcément créer un état d'esprit dont nous devons profiter. Cet essai de reconstitution économique produira des convulsions sociales analogues à celles qui se sont produites lors de la transformation de l'industrie de guerre en industrie de paix.

Ainsi voyons-nous que les Partis Communistes se trouvent à la veille d'actions où ils se trouveront forcément isolés, à la veille d'actions d'une très grande importance ; aussi doivent-ils redoubler d'efforts pour reconquérir la confiance des masses ouvrières.

De quelle façon peuvent-ils le faire ? Nous entrons ici dans le vif de la question.

Evidemment, les communistes ne pourront pas le faire en se parant d'une intransigeance verbale et en s'abritant derrière la devise du « *tout ou rien* » pour ne rien faire. Les larges masses ne se laissent pas toucher par les beaux discours et les artifices enflammés. La masse ne donnera sa confiance au Parti Communiste que lorsqu'elle verra en lui le champion de ses revendications quotidiennes. Le Parti Communiste ne peut pas rester en dehors de la lutte pour les objectifs partiels, mais la nature des mots d'ordre qu'il lancera et, avant tout, les modalités de lutte pour ces mots d'ordre, doivent le différencier nettement de tous les partis réformistes, car il faut bien se rendre compte que le précipice béant qui surgit entre les communistes et les réformistes au moment de la prise du pouvoir, se trouve à l'ordre du jour, se creusera aussi entre eux au moment d'une action parallèle quelconque.

Tandis que les communistes voudront se servir de toute action partielle comme de manœuvres avant le grand combat, comme d'un échelon avant la prise du pouvoir, comme d'un moyen pour dissiper les illusions réformistes, les réformistes, au contraire, voudront se servir toujours de moyens paisibles et ultra-légaux en étouffant le mouvement dès qu'il deviendra dangereux pour les bases mêmes de la société actuelle.

Tandis que les communistes préconiseront, avant tout, l'action directe révolutionnaire des masses, les réformistes auront recours aux interventions parlementaires et aux pétitions. Ils chercheront des garanties pour la classe ouvrière dans les lois votées par les Parlements bourgeois, tandis que les communistes, s'étant rendu compte de l'inefficacité de tels procédés, s'adresseront toujours aux organes de « *self-defence* » prolétariennes, conseils ouvriers, conseils d'usine, etc.

Supposons même qu'on soit parvenu à réaliser un accord pour une action déterminée entre communistes et réformistes, ceux-ci se résignant à employer les méthodes de lutte préconisées par les communistes. Qu'arrivera-t-il ? Les réformistes n'hésiteraient pas à saboter l'action commune, effrayés qu'ils seraient des conséquences réactionnaires d'une telle action. Sabotant l'action, ils ne manqueraient pas encore, en cas d'échec, d'en rejeter les responsabilités sur les communistes, comme l'ont du reste déjà fait en France Jouhaux et autres Bidegaray, après l'échec des grèves de mai 1920.

Si, d'un autre côté, les communistes se pliaient

momentanément aux méthodes de lutte réformiste et, de cette façon, aboutissaient à la formation du front unique, ceci équivaldrait à renoncer momentanément à toute propagande réelle dans la masse, car celle-ci ne peut être touchée que par les différences réelles qui existent dans l'action pratique entre les méthodes de lutte des communistes et des réformistes.

Comme conclusion, la tactique du front unique créerait de telles confusions dans les esprits qu'au moment d'une lutte pour des objectifs politiques, l'appel des communistes risquerait fort de ne pas être entendu.

Mais en nous opposant à la tactique du front unique, nous ne devons pas perdre de vue les raisons profondes qui ont poussé l'Exécutif à élaborer ce mot d'ordre. L'idée essentielle étant sans contestation possible le désir de rendre plus étroits les liens qui existent entre le Parti Communiste et la masse. Si l'on repousse la tactique du front unique, il faut indiquer un autre moyen pour arriver à ce but.

Examinons comment la situation se présente en France. Ce qui doit attirer avant tout l'attention, si nous examinons la situation de la classe ouvrière de notre pays, c'est qu'en majorité elle est *inorganisée*.

Les cotisants de toutes les organisations politiques et syndicales réunies ne forment qu'une petite fraction du prolétariat, et parmi ses cotisants, combien y a-t-il de militants ?

Toutes les organisations sans exception traversent, à l'heure actuelle, une crise de recrutement, et la raison profonde de cette crise doit être recherchée dans le fait que la forme même de ces organisations les tient par trop éloignées des seuls vrais centres de la vie ouvrière, c'est-à-dire de l'atelier et de l'usine.

Le communisme français, s'il veut étendre le cercle de sa propagande, doit à tout prix pénétrer dans les usines, afin d'entraîner les vastes masses du prolétariat inorganisé dans la lutte.

Il ne pourra le faire en faisant un bloc enfariné avec les dissidents et les syndicalistes à la Jouhaux, car ce cartel de chefs n'inspirerait qu'une confiance médiocre à la masse.

Il ne peut le faire qu'en dressant contre l'offensive capitaliste la classe ouvrière tout entière, sans distinction d'opinions politiques, sur un terrain commun à tous les ouvriers et par une organisation englobant la *totalité de la classe ouvrière*, c'est-à-dire les conseils d'ouvriers et les conseils d'usine. Ce n'est que dans des organisations de ce genre, et *par-dessus la tête des chefs*, que pourra être constitué le front ouvrier unique.

Former des conseils d'ouvriers et des conseils d'usine, pour résister à l'offensive capitaliste, tel devrait être le mot d'ordre du Parti Communiste, le seul qui puisse à l'heure actuelle entraîner la masse inorganisée en France.

Dans ces conseils, les communistes opposeraient leurs méthodes aux méthodes d'action réformiste et même, s'ils étaient mis momentanément en minorité, ils arriveraient sans doute à gagner la confiance des masses ouvrières en montrant que, sur toutes les questions de l'activité quotidienne ouvrière, ils sont les seuls à voir clair et juste et les seuls à préconiser les solutions efficaces.

Le but des communistes doit être de réaliser dans l'action, pour des objectifs immédiats, l'unité de la classe ouvrière, ce qui est possible, car les intérêts de tous les ouvriers sont communs ; mais

ils ne pourront faire l'unité avec les chefs réformistes, car l'idéologie de ceux-ci n'est que le reflet des intérêts de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie, dont ils sont devenus les champions.

Tout le monde est presque d'accord que, pour la France, qui est tout de même au point de vue international l'un des pays les plus importants de l'Europe, la tactique du front unique avec les chefs pourraient mener à des résultats désastreux.

Cela suffit pour conclure que la tactique du front unique avec les chefs (car c'est ceci que nous demande l'Exécutif de Moscou) ne peut posséder un caractère de généralité suffisante pour être adoptée comme politique essentielle de la 3^e Internationale.

Dans cet article, du reste, j'ai soulevé quelques objections qui ne sont spécialement rattachées à aucun pays.

Y a-t-il des pays dans lesquels la tactique du front unique peut rendre des services ? Les avis peuvent être partagés. Mais ce qu'il y a de poignant dans l'histoire, c'est que le Parti Communiste allemand, le plus ardent défenseur de la tactique du front unique, vient récemment d'obtenir un gros succès politique dans la grève des cheminots, en menant une action indépendante et en réunissant dans l'action tous les ouvriers par-dessus la tête des chefs. Les partisans du front unique en France devraient méditer cet exemple.

J. DURET.

L'Assaut général contre le Droit de Grève

Le capitalisme mondial ne peut plus ignorer l'arme terrible qu'est aux mains du prolétariat le droit de grève. Aussi les capitalistes de tous les pays font-ils tout pour rendre ce droit, du moins en partie, illusoire. Cependant, jusqu'ici seules l'Amérique et l'Australie ont tenté ouvertement d'assimiler l'exercice du droit de grève à un délit de droit pénal. C'est l'institution de l'arbitrage obligatoire en cas de contestation entre patrons et ouvriers qui devait en fournir le moyen. Du moment où les ouvriers ne se soumettaient pas au jugement intervenu, ils seraient assimilés à des criminels de droit commun. Le président Harding, tout récemment encore, s'est fait le champion de ce projet dont l'exécution serait d'autant plus avantageuse aux capitalistes qu'ils n'auraient jamais à craindre que les cours de justice décidassent en faveur des ouvriers.

En Europe, on n'ose pas y aller si carrément et l'on a recouru à d'autres moyens pour essayer de priver une partie tout au moins des ouvriers du droit de grève. Les mesures du gouvernement Ebert, lors de la dernière grève des cheminots allemands, sont tout à fait significatives à ce sujet. « Les cheminots ne sont pas autorisés à faire grève, et s'ils persistent dans leurs menaces, ils seront condamnés à des amendes pouvant aller jusqu'à cinq mille marks ou à la prison », décrétait l'ordonnance d'Ebert. Les grévistes cheminots, d'après le socialiste majoritaire Ebert, se rangeraient donc dans la même catégorie que les soute-neurs et les voleurs.

Mais pourquoi les cheminots n'ont-ils pas le même droit que tous les autres ouvriers ? Ce sont des fonctionnaires, répond triomphalement M. Wirth. « Les fonctionnaires d'Etat ne jouissent pas du droit de grève, parce qu'en tant que fonctionnaires ils font partie du gouvernement et de l'administration, parce qu'ils sont organes du gouvernement », a dit au Reichstag le chancelier.

Ces théories qui, évidemment, font tout à fait l'affaire des capitalistes, pourraient bien cependant se retourner contre eux. La thèse du gouvernement allemand permet de conclure que si les cheminots n'étaient pas des fonctionnaires

d'Etat, ils pourraient faire grève quand bon leur semblerait. Or, nous savons que ces derniers temps, il a beaucoup été question de « désétatiser » les chemins de fer, et il est même à prévoir que l'on reparlera de ce projet. Il pourrait donc fort bien arriver qu'un jour les cheminots cessassent d'être des fonctionnaires, et qu'alors on n'ait plus rien à leur opposer, quand ils se mettront en grève.

Le grand journal bourgeois, la *Frankfurter Zeitung*, semble avoir prévu l'éventualité. Si les cheminots n'ont pas le droit de grève, dit-il, ce n'est pas parce qu'ils sont fonctionnaires, mais parce que dans l'exercice de leur fonction, ils assurent un service public. Voilà donc les cheminots, fonctionnaires ou non, privés du droit de grève pour toujours, parce que la nature même des fonctions qu'ils exercent le veut ainsi.

Examinons cette thèse : En assimilant les cheminots à des fonctionnaires d'Etat, le gouvernement avait bien soin de faire valoir que de cette qualité même ils tiraient certains avantages. D'abord c'est un « honneur » que d'être fonctionnaire ; ensuite, cette dignité leur donnait certaines garanties telle que celle de ne pas être renvoyés du jour au lendemain. Enfin, il y avait les pensions et les retraites. Le gouvernement pouvait donc dire : les cheminots jouissent de certains privilèges, il n'est que juste qu'ils s'astreignent à certaines obligations, parmi lesquelles la plus importante serait de ne pas faire grève. Nous donnons l'argument pour ce qu'il vaut. En tout cas, s'il pouvait, à la rigueur, s'appliquer aux cheminots en tant que fonctionnaires, il ne peut s'appliquer aux cheminots du seul fait qu'ils assurent un service public. En leur imposant ici des obligations, on ne peut se prévaloir d'avantages qui leur auraient été accordés.

Mais l'hypothèse du « service public » présente du point de vue juridique un autre point faible. Les cheminots, lorsqu'ils se mettent en grève, n'ont, en somme, à faire qu'à leur patron, qui dans cette hypothèse, n'est pas l'Etat. S'il y a un contrat, c'est entre patrons et ouvriers. Or, de quel droit l'Etat interviendrait-il dans un conflit

où il n'est pas partie ? D'après les règles de la jurisprudence bourgeoise, un tiers n'est pas fondé à demander l'exécution d'un contrat conclu entre deux parties, même si l'exécution de ce contrat est dans son intérêt. Si un client a commandé une paire de bottes à un cordonnier, et que les ouvriers de ce cordonnier se mettent en grève, il n'est certainement pas autorisé à exiger que les grévistes se remettent au travail, sous prétexte qu'il serait de son intérêt qu'ils le fassent. Ainsi, d'après les conceptions de droit bourgeois, qui sont celles de l'ancien libéralisme, l'Etat n'a aucun droit d'intervenir dans une grève quel que soit le caractère de celle-ci, à moins que les grévistes ne soient des fonctionnaires, seul cas où il est lui-même patron.

Certes, en soi la thèse des services publics peut, sous certaines conditions, se discuter. Seulement, il faudrait en tirer des conclusions tout à fait différentes. Si vous reconnaissez au travail des ouvriers le caractère de service public, vous aboutirez forcément à des théories socialistes. Et alors, il faudra que vous envisagiez le travail dans son ensemble non plus comme une affaire privée, comme une affaire à régler avec un patron, mais comme une affaire de droit public, comme une affaire sociale. De conséquence en conséquence, vous en arriveriez ainsi forcément à la négation de l'ordre social actuel.

Mais il y a un troisième argument contre le droit de grève qui nous paraît encore bien plus dangereux. Les ouvriers qui travaillent pour des entreprises dont le fonctionnement est essentiel au maintien de la vie n'ont pas le droit de faire grève, dit-on. Or, la catégorie d'ouvriers ainsi définie est si vague, que le gouvernement peut l'étendre à son gré. L'ordre économique d'aujourd'hui est tellement enchevêtré que tout se tient.

Et si on pousse les choses assez loin, il ne restera plus que les midinettes qui pourront faire la grève... et encore !

En Allemagne, dans les circonstances présentes, cette thèse prend un caractère tout particulier. Il faut que l'Allemagne vive, disent ceux qui s'en font les défenseurs. Et pour que l'Allemagne vive, il faut qu'elle travaille le plus possible. Chaque grève porte donc atteinte aux intérêts vitaux de la communauté et devrait être défendue. « Aujourd'hui, lisons-nous dans la *Deutsche Bergwerkzeitung* (journal allemand des mines), toute grève, quelle qu'elle soit, est un péché contre la communauté. »

Voici donc la thèse qui, plus ou moins ouvertement, s'est fait jour à travers les argumentations dont on s'est servi contre les cheminots. On s'apprête à s'en servir contre les mineurs qui manifestent l'intention de se mettre en grève pour obtenir une augmentation de salaires, et l'on compte, une fois les précédents établis, en généraliser l'application.

Les autorités allemandes, cela va sans dire, se rendent compte que cela n'ira pas tout seul et que les ouvriers ne se laisseront pas impunément porter atteinte à un droit si chèrement acquis. Mais elles comptent sur la bureaucratie syndicale pour arranger les choses au mieux des intérêts de la bourgeoisie.

Jusqu'ici cependant elles ne semblent guère près d'aboutir. La grève des cheminots a été une terrible défaite pour la bureaucratie syndicale dont elle a prouvé toute l'impuissance. Mais que les ouvriers d'Allemagne et de tous les pays veillent ! Les capitalistes de tous les pays, sous le masque du patriotisme, reviendront à la charge.

Aliz GUILLAIN.

La Grève des Cheminots Allemands

Les puissances alliées ont accordé à l'Allemagne un moratorium pour les versements de réparations, à condition que le Reich équilibre son budget et qu'il arrive par là à stabiliser le change du mark. Voilà la cause essentielle de la grève des cheminots ; car les « réparations » et les autres conséquences de la « guerre du droit » ont abouti en général à l'aggravation des luttes sociales dans le monde entier.

Pour équilibrer son budget, la République allemande a supprimé les allocations payées par l'Etat sur certaines denrées et grevé toutes les marchandises d'impôts indirects écrasants, de sorte que la hausse des prix s'accroît de plus en plus.

En même temps, le Reich tient à comprimer les dépenses de son budget, en en éliminant les chapitres les plus importants. Les services d'Etat, par exemple, et parmi eux surtout les chemins de fer, grèvent annuellement le déficit de l'Allemagne d'une quinzaine de milliards de marks. Inutile de dire que le gouvernement s'oppose de toutes ses forces à des augmentations des traitements des employés de l'Etat. Ceux-ci, cependant, acculés à une situation désespérée et inquiets de la façon dont le cabinet avait réglé la question des salaires (les hauts fonctionnaires avaient été beaucoup plus favorisés que les petits employés), ne trouvèrent plus d'autre issue que la grève, le gouvernement ne voulant pas céder à des revendications

dont la réalisation aurait fait croître le déficit du Reich d'une cinquantaine de milliards.

Le gouvernement se préoccupait en outre de l'abolition de la journée de huit heures pour les cheminots. La prolongation de la journée de travail lui permettrait de renvoyer des employés de chemins de fer et de faire ainsi des économies considérables. Les délibérations du cabinet à ce sujet étaient presque terminées, leur mise en vigueur était donc imminente.

Enfin, le cabinet Wirth couvrait encore un autre projet : une nouvelle loi sur les finances des chemins de fer du Reich. Afin d'alléger définitivement le budget de l'Empire du déficit ferroviaire, le gouvernement allemand voulait séparer le budget des chemins de fer de celui du Reich. Une telle transaction n'eût pas aidé seulement l'Allemagne à diminuer ses dépenses, mais aussi Stinnes, le grand exploitateur en chef de la République, à s'emparer des chemins de fer de l'Etat qu'il a si longtemps et si vivement convoités. Ne recevant plus d'aide financière de la part du Reich, l'administration des chemins de fer eût été obligée de s'adresser au capital privé. La dénationalisation des chemins de fer s'accomplirait pas à pas, et une fois aux mains de Stinnes, les employés et ouvriers de ces services auraient à subir un régime d'exploitation et d'oppression redoublées.

Tous ces faits ne manquaient pas de porter au

comble l'inquiétude et l'excitation des cheminots. La grève menaçait de plus en plus. Le 1^{er} février, enfin, les des longs pourparlers sans issue, le Syndicat des employés de chemins de fer, syndicat politiquement « neutre », dont les effectifs s'élevaient à 270.000 membres, décréta la grève. Les chefs « socialistes » et les fonctionnaires « expérimentés » d'Amsterdam négociaient encore, cherchant d'insipides compromissions que les syndiqués « jaunes » étaient déjà en pleine bataille.

Le cabinet s'attendait depuis quelque temps à la grève, que des mouvements précurseurs, à la fin de décembre et en janvier, avaient annoncée. Son premier acte fut la fameuse ordonnance du président Ebert contre la grève, contestant aux employés d'Etat le droit de cesser volontairement le travail et les menaçant des plus dures représailles (arrestation, peine de réclusion et amende) pour le cas de désobéissance. Le préfet de police de Berlin, M. Richter, ami politique du socialiste Ebert, rendit un décret précisant l'exécution de celui du président, ordonnant la saisie de tous les tracts qui inviteraient à la cessation du travail, et la confiscation des fonds des syndicats en grève !

Avec leurs décrets, MM. Ebert et Richter avaient voulu, à la manière de Guillaume, verser de l'huile sur l'eau agitée. Mais l'effet de leurs ordonnances démontra qu'ils avaient versé leur huile sur le feu. Les mesures gouvernementales et policières provoquèrent la résistance passionnée et ardente de toute la classe ouvrière.

Les chefs du syndicat des employés des chemins de fer ne sont pas communistes. Un grand nombre d'entre eux ne sont pas même socialistes. Bien que la pression des masses les eût poussés à la proclamation de la grève, ils ne voyaient pas clair dans le tourbillon des événements. Ils saisissaient l'importance de leur action pour la situation matérielle des employés et ouvriers exploités des chemins de fer, rien de plus. Ils ne se rendaient pas compte de ce que les traitements, les heures de travail, les renvois projetés et la dénationalisation des chemins de fer étaient, malgré leur apparence économique et apolitique, d'essence politique, liés intimement à la question des réparations et aux autres problèmes qui se posent aujourd'hui aux hommes d'Etat bourgeois comme aux partis prolétariens. Ignorant qu'à notre époque d'antagonisme de classe, toute lutte d'ordre économique est en même temps un combat politique, ils croyaient mener une action purement corporative et professionnelle.

Les ordonnances gouvernementales vinrent soudain changer le caractère de la bataille. Le droit de grève, contesté par le gouvernement à une grande partie de la population salariée, à tous les employés d'Etat, les grévistes et les hommes invitant à la grève, menacés des plus rigoureuses peines, l'argent des syndicats saisi par le gouvernement, la brutalité de ces mesures fit jaillir dans les ténèbres un éclair de lumière. Les mesures du président et du préfet de police transformèrent dès le premier jour la grève en une lutte politique, trahissant, dès le début, qu'il s'agissait bien d'un conflit entre l'Etat capitaliste et les exploités.

Le droit de grève, que le cabinet osait arracher ainsi à une catégorie immense de la classe ouvrière, pouvait être ôté demain à telle ou telle autre branche. La hausse incessante des prix faisait reconnaître à tous les travailleurs allemands que de nouveaux combats pour des augmentations de salaires seraient inévitables. Si, dans leurs luttes du lendemain, le cabinet imitait les procédés qu'il venait d'employer contre les cheminots ? La bourgeoisie et ses laquais avaient beau prêcher que

la grève ferroviaire était une grève « contre la population tout entière », les masses ouvrières ayant saisi l'importance politique du mouvement des employés des chemins de fer se décidèrent. Reconnaissant que la lutte des cheminots était leur lutte, que le gouvernement ne jouait que le jeu des exploités allemands et alliés, les travailleurs allemands se proclamèrent en masse solidaires des grévistes.

Des syndicats d'ouvriers et d'employés versèrent des sommes considérables pour soutenir la grève. Des organisations connues jusqu'ici comme des organisations jaunes, se solidariserent avec les cheminots. Même la police observa une attitude favorable aux cheminots : elle versa, elle aussi, de l'argent pour les soutenir.

La Fédération des cheminots, dont les chefs « socialistes » négociaient toujours avec le cabinet, proclama la grève de solidarité. Par l'entrée en bataille de la Fédération (affiliée à la C.G.T.), le nombre des cheminots en grève s'éleva à 800.000. De tous côtés arrivaient des proclamations de solidarité à l'adresse des cheminots. La grève s'étendait sous une irrésistible impulsion.

Des partis politiques de la classe ouvrière, le Parti Communiste seul soutint les grévistes de toutes ses forces. Immédiatement après que le président Ebert et son ami politique M. Richter eurent rendu leurs inqualifiables décrets, le Parti Communiste s'adressa aux partis socialistes indépendants et majoritaires et à la C. G. T., les invitant à entreprendre une action commune pour la défense du droit de grève des employés du Reich. La C. G. T. et les majoritaires ne daignèrent pas répondre ; les socialistes indépendants donnèrent une réponse évasive.

Dès ce moment, le Parti Communiste, ayant la preuve que les chefs mencheviks ne voulaient pas lutter, continua seul à soutenir le mouvement. Les socialistes majoritaires et la C. G. T. couvraient les mesures policières du gouvernement où siègent leurs amis ; les indépendants, toujours hésitants, continuaient leur politique d'équilibristes. La situation était claire, et elle le devint davantage, lorsque le 4 février, la C.G.T. et l'Union des Employés (A.F.A.) toutes deux sous l'influence dominante des social-démocrates, lancèrent un appel aux cheminots, condamnant la grève comme « illégale et criminelle » et invitant catégoriquement les grévistes à reprendre le travail. Etroitement liée, par sa politique de paix sociale, au gouvernement bourgeois, la social-démocratie commut, après les décrets de MM. Ebert et Richter, la trahison suprême de faire lancer par la C.G.T. un appel à la cessation de la lutte, par-dessus les têtes des 800.000 cheminots en grève !

Pour un instant, la grève paraissait vaincue. Les centrales des deux plus grands organismes syndicaux d'Allemagne la désavouant, que restait-il à faire sinon céder ? Cependant, les cheminots ne fléchirent point. Quiconque connaît l'autorité formidable dont jouit la C. G. T. dans les milieux ouvriers allemands, peut apprécier l'importance capitale du fait que les cheminots ont continué la grève, malgré la désapprobation ouverte et officielle des organismes centraux, et que les autres travailleurs ont continué à les soutenir.

Loïn de perdre son impulsion par la trahison des chefs, la grève s'élargit même. Les ouvriers et employés municipaux de Berlin saisissant l'occasion cessèrent à leur tour le travail, pour des revendications de salaires et d'heures de travail. De nouveau, seuls les communistes prêtèrent appui à cette action des ouvriers municipaux. Trahis

par les « socialistes » jeunes et rouges et les prolétaires en lutte ne se virent soutenus que par les communistes habituellement bafoués et insultés.

Dans un manifeste paru le 5 février, le Parti Communiste avait formulé, outre les revendications des cheminots, telles que la libération des grévistes arrêtés, la restitution de l'argent confisqué, la cessation du travail des briseurs de grève, le *statu quo* quant à la journée de travail et aux renvois, etc. — la revendication capitale de l'expropriation des mines de houille et de minerai de fer, afin de permettre aux chemins de fer d'augmenter leur rendement. Leur déficit ayant été causé en grande partie par le fait que les propriétaires des mines, parmi lesquels M. Stinnes est un des plus puissants, avaient tiré des profits exorbitants de leurs livraisons aux chemins de fer du Reich.

Mais le gouvernement refusait toujours de traiter avec les grévistes. « Pas de négociations avec des employés en grève », déclarait M. Wirth, le chancelier.

Par contre on négociait avec les représentants des syndicats chrétiens, qui avaient également condamné la grève, et avec les leaders de la C. G. T. dont l'appel à la reprise du travail avait trouvé, faute des sympathies de la classe ouvrière, le plus favorable accueil de la part des capitalistes. Le gouvernement ne négociait qu'avec les chefs dont l'appel était resté sans effet, et qui ne représentaient aucunement les cheminots en lutte.

La grève durait. Les pourparlers entre le gouvernement et les chefs cégétistes se poursuivaient. La situation s'aggravait, et le gouvernement commençait à envisager sa démission. Mais la question « Et après ? » effrayait les socialistes indépendants. Ce sont eux qui ont décidé de l'issue de la lutte.

Après la démission du cabinet Wirth, gouvernement de la petite-bourgeoisie démocratique agissant sous la tutelle de la *schwerindustrie*, il n'y aurait eu qu'une possibilité : la formation d'un gouvernement ouvrier, appuyé par les trois partis prolétariens et les syndicats.

La social-démocratie préfère la coalition avec la bourgeoisie à un gouvernement ouvrier. Dans le cas d'une chute du gouvernement par suite de la grève des cheminots qu'elle avait combattue, elle y était moins prête encore. Les représentants du syndicat des employés des chemins de fer, finalement admis à participer aux pourparlers et placés devant la question de savoir s'ils pourraient assumer la responsabilité de ce qui suivrait la démission du cabinet, s'adressèrent aux deux partis socialistes et aux dirigeants de la C. G. T., leur demandant s'ils consentiraient à former un gouvernement ouvrier. Les chefs de ces organisations refusèrent.

C'est alors que les représentants des employés, effrayés, rebutèrent devant la dernière conséquence possible : le pouvoir aux communistes. Ils s'avouèrent soudainement vaincus et s'engagèrent sur des promesses vagues du gouvernement à lancer l'ordre de cesser la grève. C'est ainsi que se termina le plus puissant mouvement de classe ouvrière allemande depuis le coup d'Etat de von Kapp.

Le gouvernement ne tint naturellement pas les promesses qu'il avait faites. Les sanctions annoncées contre les grévistes sont entrées en vigueur, on procède à des renvois en masse des cheminots qui ont joué un rôle prépondérant dans la grève.

Les décrets du président et du préfet de police n'ont été abrogés qu'après que la grève fut entièrement terminée. Et le chancelier lui-même a déclaré au Reichstag qu'il ne pourrait jamais concéder le droit de grève à des employés de l'Etat. La première agression de la réaction capitaliste, soutenue par les socialistes majoritaires contre les droits de coalition et de grève d'une grande catégorie de salariés a réussi, et la bourgeoisie réclame déjà une loi contre la grève des employés d'Etat.

La bourgeoisie est donc victorieuse. Mais il s'en est fallu de peu qu'elle ne fût vaincue — et complètement. Dans ces conditions surtout les batailles perdues sont utiles et instructives pour la classe ouvrière. Le grand mouvement des cheminots allemands constitue, ayant tout, une preuve éclatante du fait que le capitalisme ne peut plus se maintenir que grâce à l'exploitation intensifiée du prolétariat. Toutes les théories « à la Paul Lévi » sur le relèvement du capitalisme s'écroulent devant la réalité qui montre que le système actuel ne peut tenir qu'en engendrant des révoltes de plus en plus impétueuses de ceux aux dépens desquels il veut prolonger son existence.

Ensuite le prolétariat a pu tirer de ce mouvement la leçon que toute lutte prolétarienne est, à l'époque actuelle, vouée à l'échec si elle ne s'étend pas à toute la classe ouvrière, et si elle se restreint dans la conscience de la grande majorité des militants en action, sur le terrain purement économique sans marquer une poussée vers la solution des brûlants problèmes politiques de nos jours.

Les chefs menchéviks ont été démasqués d'une façon on ne peut plus parfaite. Les masses ouvrières stagnantes toute l'année passée, se sont de nouveau ébranlées. Décues par les tristes menées des leaders actuels de la C. G. T. et des partis socialistes, les travailleurs reconnaissent que seuls le programme et les méthodes communistes garantissent le succès de la lutte émancipatrice du prolétariat.

Le front des classes en conflit ayant été développé sur un large terrain économique et politique, la vue du prolétariat allemand dans la politique générale s'est également élargie et approfondie. Les travailleurs ont compris l'ingérence nécessaire de la lutte des cheminots dans le problème des réparations et de la répartition des charges des réparations sur les classes de la société allemande.

Connaissant désormais l'importance de cette question, les prolétaires se rendent compte que la grève des cheminots n'a été que le prélude de luttes plus graves et plus révolutionnaires. Pour la première fois la question du gouvernement ouvrier s'est posée concrètement, pratiquement.

Les victimes de la grève des cheminots n'apportent pas d'inutiles sacrifices. Leur lutte était une étape nécessaire dans la marche du prolétariat allemand vers le pouvoir politique.

L. REVO.

**Secourons nos Frères
de Russie**

Précurseurs Communistes

« De 1418 à 1421, c'est-à-dire cinq siècles exactement avant la révolution russe et allemande, Tabor (Bohême), comme de nos jours Moscou, fut le centre de toutes les hérésies sociales et de toutes les aspirations communistes de l'Europe. »

« Les classes dominantes, quand elles sont victorieuses, ont coutume d'achever leur œuvre. Elles exploitent à fond les succès, et plus grand fut leur péril, plus implacables elles se montrent envers les vaincus. Le mouvement des paysans une fois réprimé, une campagne d'extermination commença contre les communistes anabaptistes. Brûler, décapiter, noyer, tels furent les moyens employés. »

Ces deux citations sont extraites d'un important ouvrage qui vient de paraître : *l'Histoire générale du Socialisme et des luttes sociales*, par M. Beer, de Berlin. Cette œuvre se composera de cinq tomes. La III^e partie, tout récemment parue, étudie les luttes sociales du quatorzième au dix-huitième siècle. Les mouvements sociaux de cette époque, très différents des luttes actuelles du prolétariat, présentent cependant, pour ce dernier, un puissant intérêt. Le parallèle esquissé par M. Beer entre la Russie des Soviets et les Taborites communistes de Bohême est saisissant. Pendant vingt ans, au quinzième siècle, une « République Rouge » des Taborites se maintint en Bohême, qui repoussa victorieusement par les armes toutes les tentatives d'intervention de l'Europe catholique et féodale. Sur tous les éléments révolutionnaires de la France et de l'Allemagne, Tabor eut à l'époque une influence aussi puissante que Moscou de nos jours.

L'Allemagne centrale, la Rhénanie, la Westphalie sont aujourd'hui les foyers de la révolution allemande. Il en fut de même il y a 400 ans. Dans le même district minier de Mansfeld où, depuis 1918, tant d'actions prolétariennes prirent leur essor, Thomas Münzer fit en 1525 sa propagande. A Mulhouse, en Thuringe, Münzer fonda cette même année une première communauté communiste. Dix ans après sa mort, les anabaptistes de Münster, alors une des plus importantes cités industrielles et commerciales de la Rhénanie et de la Westphalie, tentaient d'ériger un pouvoir prolétarien.

L'étude du développement de ces mouvements pré-communistes et des causes de leur insuccès est des plus instructives pour le prolétariat contemporain. Aux quinzième et seizième siècles, l'esprit des chefs révolutionnaires devança de loin les mouvements économiques. Aujourd'hui, l'Europe est plus que mûre pour la révolution ; mais, dans la plupart des cas, ce qui lui fait tant défaut, c'est l'esprit révolutionnaire.

M. Beer a concentré dans un petit volume de 112 pages d'innombrables matériaux concernant les mouvements sociaux au cours de cinq siècles. Il ne peut donc en donner qu'une rapide esquisse dont l'essentiel, d'ailleurs, ressort fort bien. Le volume traite d'abord des luttes révolutionnaires jusqu'à l'extermination des anabaptistes, puis de

l'époque des utopies. Disposition qui n'est peut-être pas très heureuse, car il en résulte que la Révolution anglaise du dix-septième siècle, qui suscita, de façon très positive, tant de problèmes sociaux, est incluse dans le cadre de l'utopisme.

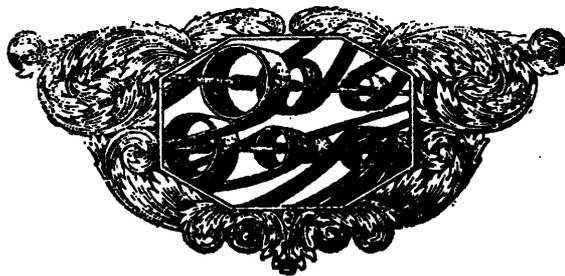
L'auteur se montre parfois trop prévenu par l'appréciation usuelle des événements historiques. Ainsi, dans sa caractéristique de la Réformation. Celle-ci lui apparaît en premier lieu comme une tentative pour surmonter la crise morale dans laquelle se débattaient de larges couches de la bourgeoisie par suite de la contradiction entre la conscience chrétienne du Moyen Age et l'accroissement de l'égoïsme de l'individualisme économique. C'est se faire de la conscience bourgeoise au Moyen Age une idée fautive. Les négociants catholiques de Venise, de Florence, de Gand et de Bruges savaient parfaitement accommoder leur esprit de lucre à la plus édifiante piété que pût souhaiter l'Eglise.

Depuis le quatrième siècle, le christianisme souffrait de la contradiction flagrante entre l'enseignement du Sermon sur la Montagne et la pratique de l'ordre féodal-capitaliste. Une tentative de résoudre cette contradiction peut à la rigueur être conçue dans les mouvements sociaux révolutionnaires, tels que ceux des anabaptistes, mais jamais dans la Réformation bourgeoise. Les tendances réformatrices des bourgeois, des chevaliers et des princes allemands eurent plutôt leur source dans la volonté de briser la prééminence économique de l'Eglise catholique romaine.

La comparaison esquissée par l'auteur entre l'apôtre Paul et Luther nous paraît trop déplorablement conforme à l'image traditionnelle de Luther. Luther, le père des églises nationales des princes allemands, n'a vraiment rien de commun avec Paul, leader israélite d'une secte en somme petite-bourgeoise.

Le livre que nous citons reste pourtant d'une objectivité qui nous permet de le recommander. C'est une utile contribution à l'histoire du Communisme.

A. ROSENBERG.



**SECOURONS NOS
FRERES DE RUSSIE**

La nouvelle Politique en Russie et les Syndicats

La nouvelle orientation économique de la Russie soviétiste modifie profondément le rôle et la situation des syndicats. Le P. C. de Russie a arrêté, dans la réunion du 28 décembre 1921 de son Comité Central, le nouveau programme de l'activité des Syndicats russes. Nous publions ici les thèses in extenso (à quelques abréviations près dans le 7^e paragraphe) approuvées par le P. C. de Russie :

La nouvelle politique économique

La nouvelle politique économique a apporté toute une série de modifications importantes dans la situation du prolétariat et, par conséquent aussi, des syndicats. L'immense majorité des moyens de production, dans le domaine de l'industrie et des transports, reste dans les mains de l'Etat prolétarien. Ce fait, de même que la nationalisation du sol, prouve que la nouvelle politique économique ne transforme pas l'essence de l'Etat ouvrier, mais plutôt les méthodes de construction du régime socialiste, en ce qu'elles permettent la concurrence économique entre le socialisme naissant et le capitalisme qui tente de réapparaître, pour satisfaire, par le moyen du marché, les besoins de plusieurs millions de paysans.

Cette transformation s'explique par le fait que, dans toute la politique du passage du capitalisme au socialisme, le Parti Communiste et le pouvoir des Soviets exécutent une retraite qui leur permettra ensuite, mieux armés, de passer de nouveau à l'offensive contre le capitalisme. En particulier, le commerce libre et le capital privé ont été placés sous le contrôle de l'Etat et sont en train de se développer, tandis que, d'autre part, les entreprises d'Etat socialisées sont administrées sur la base des principes commerciaux, ce qui, étant donné la culture arriérée et l'épuisement du pays, ne peut manquer d'établir un antagonisme plus ou moins accusé entre l'administration de ces entreprises et les travailleurs qui y sont occupés.

Le capitalisme d'Etat dans l'Etat [prolétarien et les Syndicats]

Si l'Etat prolétarien veut conserver tous ses traits essentiels, il ne pourra permettre le commerce libre et le développement du capitalisme privé que jusqu'à un certain degré, et seulement sous un contrôle d'Etat sévère. Le succès de ce contrôle ne dépend pas seulement du pouvoir d'Etat, mais aussi du degré de maturité du prolétariat et des masses travailleuses en général. Mais même si ce contrôle atteint complètement son but, l'antagonisme entre les intérêts du capital et du travail n'en subsiste pas moins. C'est pourquoi l'une des tâches principales des syndicats doit être la défense des intérêts de classe du prolétariat,

dans sa lutte contre le capital. Cette tâche doit être mise désormais à la première place, et l'appareil des syndicats doit être transformé et complété, conformément à leurs nouveaux devoirs. Il faudra créer des commissions de conflits, des fonds de grèves et de secours mutuels, etc.

Les entreprises d'Etat et les Syndicats

Le passage des entreprises d'Etat au principe commercial est inévitablement lié avec la nouvelle politique économique. Dans un proche avenir, ce trait deviendra le trait dominant, sinon le trait décisif. Ce fait, lié à l'impérieuse nécessité du relèvement de la production du travail et de la réalisation d'une administration des entreprises d'Etat, excluant tout déficit et capable au contraire de réaliser des gains, conduit inévitablement à un certain antagonisme entre les classes travailleuses et les directeurs des entreprises d'Etat dans les questions de conditions de travail. C'est ce qui oblige les syndicats à entreprendre la défense des intérêts des travailleurs employés dans les entreprises d'Etat, et à chercher à obtenir, dans la mesure du possible, l'amélioration de leur situation matérielle et la correction permanente des erreurs commises par les organes économiques, erreurs résultant du bureaucratisme de l'appareil d'Etat.

Différentes sortes de luttes de classes

Aussi longtemps qu'il y a des classes, il y aura aussi luttes de classes. Dans la période transitoire du capitalisme au socialisme, l'existence des classes est inévitable, et le programme du Parti Communiste russe déclare très justement que nous n'avons encore fait que les premiers pas dans la voie du capitalisme au socialisme. C'est pourquoi le Parti Communiste, le pouvoir des Soviets et les syndicats doivent reconnaître ouvertement le fait de la lutte économique et son caractère inévitable, aussi longtemps que l'électrification de l'industrie et de l'agriculture n'aura pas été réalisée, du moins dans ses grands traits, et que, par ce moyen, la source de la petite exploitation et de la domination du marché n'aura pas été tarie. D'un autre côté, il est clair que le but final des grèves en régime capitaliste est la destruction de l'appareil d'Etat et le renversement du pouvoir de l'Etat capitaliste. Dans un Etat prolétarien du type transitoire comme le nôtre, le but final de tous les mouvements de la classe ouvrière ne peut être que le renforcement de l'Etat prolétarien, sous la forme de la lutte contre le bureaucratisme et contre les tentatives du capitalisme privé de se soustraire au contrôle d'Etat. C'est pourquoi ni le Parti Communiste, ni le pouvoir des Soviets, ni les syndicats, ne doivent oublier ou cacher aux ouvriers ou aux masses travailleuses

ses que l'emploi de la grève comme moyen de combat, dans l'Etat prolétarien, ne peut s'expliquer que par les excès bureaucratiques de l'Etat prolétarien, par toutes sortes de survivances du régime capitaliste dans ses institutions, d'une part, et par le manque de formation politique et intellectuelle des masses travailleuses, d'autre part.

C'est pourquoi, dans tous les conflits de groupes isolés de la classe ouvrière avec des institutions et organes de l'Etat prolétarien, le devoir des syndicats est de travailler à l'apaisement de ces conflits, le plus rapidement possible et avec le plus d'avantages possibles pour les ouvriers en question, dans la mesure où ces avantages ne peuvent nuire aux intérêts d'autres groupes ouvriers ou au développement de la vie économique de l'Etat prolétarien, car, seul, ce développement constitue la base solide du bien-être matériel et intellectuel de la classe ouvrière. La seule façon d'apaiser les conflits entre des groupes isolés de la classe ouvrière et les organes de l'Etat ouvrier est l'entremise des syndicats, s'interposant, par l'intermédiaire de leurs organes responsables, pour mettre en rapport les deux parties avec les organes économiques responsables, en formulant des exigences ou des propositions ou en faisant appel à de plus hautes instances d'Etat.

Dans ces cas, quand la conduite injuste des organes économiques a été la cause de l'état arriéré d'un certain groupe d'ouvriers et facilité le travail de provocation des éléments contre-révolutionnaires ; quand le manque de prévoyance de la part des organisations syndicales elles-mêmes a conduit à des conflits brutaux, sous forme de soulèvements dans les entreprises d'Etat, le devoir des syndicats est de liquider rapidement ces conflits par la suppression des injustices existantes et par la satisfaction des justes exigences des masses travailleuses, ou encore en exerçant sur elles une influence politique. La pierre de touche qui permettra de juger infailliblement de la justice et de l'utilité du travail des syndicats, est la façon dont ils auront réussi à empêcher les conflits dans les entreprises d'Etat par une politique préventive s'inspirant des intérêts des travailleurs, et en écartant à temps tous motifs de conflits.

Retour au principe de la libre adhésion aux Syndicats

L'enrôlement automatique de tous les salariés dans les syndicats a été la cause d'un certain bureaucratisme dans les syndicats et a, dans une certaine mesure, contribué à éloigner ceux-ci de leurs membres. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir à l'adhésion volontaire, soit individuellement, soit collectivement, dans les syndicats. En aucun cas, on ne devra exiger des membres des syndicats des convictions politiques déterminées. En ce sens, de même qu'en ce qui concerne la religion, les syndicats devront être sans parti. On ne devra demander aux membres des syndicats que la compréhension des nécessités de la discipline et de l'union des forces pour la défense des intérêts des travailleurs et de l'aide au pouvoir des travailleurs, le pouvoir des Soviets. L'Etat prolétarien doit, de son côté, s'efforcer de réaliser l'union syndicale des ouvriers, tant en droit qu'en fait. Mais les syndicats ne pourront avoir aucun droit qui ne soit compensé par une obligation correspondante.

Les Syndicats et la direction des entreprises

Après la conquête du pouvoir de l'Etat, le premier devoir du prolétariat est le relèvement de la production des marchandises et de la productivité de la société. Ce devoir, qui est clairement présenté dans le programme du Parti Communiste russe, est aujourd'hui devenu particulièrement important, grâce aux destructions, à la famine et à la désorganisation générale de la période d'après-guerre. C'est pourquoi le rétablissement rapide de la grande industrie est la condition indispensable sans laquelle la libération du joug capitaliste, la victoire du socialisme, sont impossibles. Mais ce rétablissement de l'industrie exige, dans les conditions actuelles de la Russie, une concentration absolue du pouvoir dans les mains des directions de fabrique. Celles-ci, d'après les règles générales, doivent être instituées sur le principe de la responsabilité individuelle et doivent pouvoir déterminer les salaires et la répartition des sommes d'argent, des rations, des vêtements de travail et, en général, de tout l'approvisionnement, sur la base et dans les limites des contrats collectifs conclus avec les syndicats. Il faut laisser à la direction la plus grande liberté d'initiative possible. Tous les succès réalisés dans le domaine du relèvement de la production et de la réalisation d'un travail excluant tout déficit et produisant un gain, devront être soigneusement examinés, et les meilleurs, les plus capables administrateurs devront être soigneusement choisis. Toute immixtion des syndicats dans la direction des entreprises doit, dans ces conditions, être considérée comme nuisible et indésirable.

Ce serait une grave erreur de présenter cette vérité incontestable comme une négation de la participation des syndicats dans l'organisation socialiste de l'industrie et dans la direction de l'industrie d'Etat. Au contraire, une telle participation est inévitable sous les formes exposées ci-dessous.

Le rôle et la participation des syndicats au fonctionnement des organes économiques de l'Etat prolétarien

Le prolétariat est la classe sur laquelle est construit l'Etat chargé de réaliser le passage du capitalisme au socialisme. Le prolétariat ne pourra remplir ce devoir dans un pays où la classe des petits paysans constitue l'immense majorité de la population, que s'il réussit, d'une manière extrêmement habile et prudente, à établir, degré par degré, une alliance avec cette majorité. Les syndicats doivent être les collaborateurs constants du pouvoir d'Etat qui, de son côté, dans tout son travail politique et économique, est conduit par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti Communiste. Les syndicats ne doivent pas se contenter d'être, en général, des écoles de communisme, mais aussi des écoles pour la direction de l'industrie socialiste (et plus tard aussi de l'agriculture socialiste), pour toute la masse des ouvriers et, plus tard aussi, pour tous les travailleurs.

En partant de ces considérations de principe, les formes suivantes de participation des syndicats au fonctionnement des organes économiques de l'Etat prolétarien doivent être posées pour la prochaine période.

a) Les syndicats prennent part à l'établissement de tous les organes syndicaux et institutions d'Etat qui sont en relations avec l'économie, et présentent leurs candidats, en citant leur activité passée et leur expérience acquise. La décision appartient en dernier lieu aux organismes économiques qui sont pleinement responsables pour le travail des organes en question. Les organes économiques tiendront compte des notices des candidats présentés par les syndicats ;

b) Une des tâches les plus importantes des syndicats est de former et de choisir dans la masse des ouvriers et des travailleurs les futurs administrateurs ;

c) Il est nécessaire de renforcer la participation des syndicats à la rédaction des plans économiques, des programmes de production, et à la répartition du fonds de ravitaillement en nature, ainsi qu'au choix des entreprises demeurant soumises à l'administration de l'Etat, ou à affermer, ou à concéder ;

d) La préparation des tarifs de salaire et des règles d'approvisionnement constitue l'un des devoirs principaux des syndicats pour la construction du régime socialiste. En particulier, les tribunaux de discipline ne devront jamais s'immiscer dans les fonctions des tribunaux populaires et des directions d'entreprises.

Le contact avec les masses est une condition indispensable de tout travail syndical.

La condition indispensable de tout travail des syndicats est le contact avec les masses, c'est-à-dire avec l'immense majorité des ouvriers (et plus tard de la totalité des travailleurs). De bas en haut de tout l'appareil syndical, il faut placer toute une rangée de camarades responsables, ayant acquis une longue expérience. Ces camarades doivent s'obliger à rester dans le domaine de la vie ouvrière, à la connaître complètement et à décider infailliblement pour chaque question, à chaque moment, l'état d'esprit des masses, leurs aspirations réelles, leurs besoins et leur pensée, sans fausse idéalisation, le degré de leur conscience et l'influence de tel ou tel préjugé, de telle ou telle survivance de l'ancien temps. Ils devront réussir à conquérir la confiance illimitée des masses par leur conduite amicale et par leur attention constante aux besoins des masses. L'un des dangers les plus sérieux qui menacent, dans la période du passage au socialisme le Parti Communiste, numériquement faible, administrant, en qualité d'avant-garde de la classe ouvrière, un pays immensément grand, est le danger de la séparation d'avec les masses, le danger que l'avant-garde aille trop loin en avant, sans niveler le front, c'est-à-dire sans conserver une liaison solide avec toute l'armée du travail, avec l'immense majorité des ouvriers et des paysans. De même que la fabrique la mieux installée, possédant la force motrice la plus remarquable, et des machines de tout premier ordre, restera inactive si le mécanisme de transmission est endommagé, de même un arrêt de la construction du régime socialiste est inévitable si le mécanisme de transmission entre le parti et les masses, c'est-à-dire le syndicat, est mal construit ou fonctionne mal. Il ne suffit pas de reconnaître cette vérité ; elle doit être ancrée dans

l'organisation même des syndicats et dans leur travail quotidien.

Les contradictions dans la situation du syndicat dans la période de la dictature du prolétariat

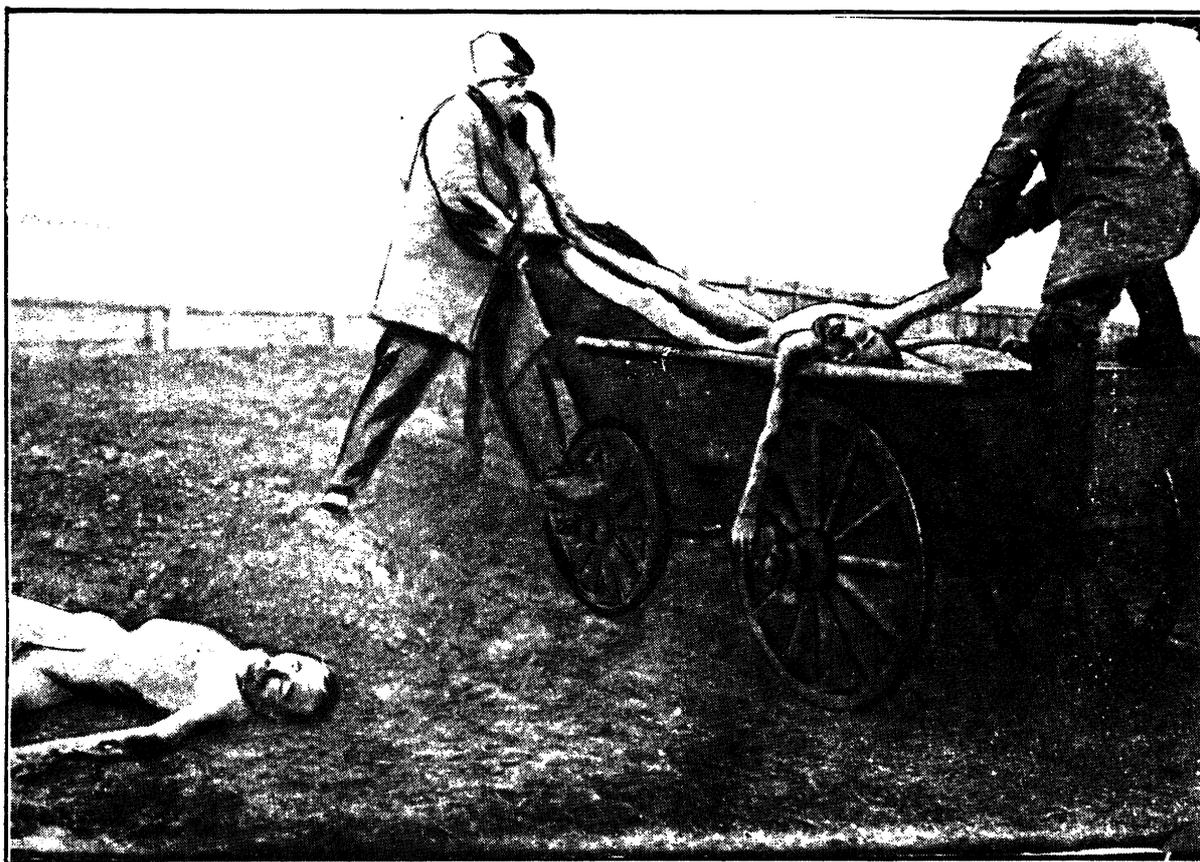
De tout ce qui précède, suit une série de contradictions entre les diverses fonctions des syndicats. D'une part, leur principal moyen d'influence est la persuasion et l'éducation ; d'autre part, en tant que participant au pouvoir d'Etat, ils ne peuvent se soustraire à la participation à l'emploi de certaines méthodes de violence. Leur devoir principal est, d'un côté, la défense des intérêts des travailleurs, au sens immédiat du mot ; d'un autre côté, en tant que participant au pouvoir d'Etat et à la construction de toute l'économie nationale, ils ne peuvent renoncer à exercer une certaine pression. D'une part, ils doivent travailler selon les méthodes guerrières, car la dictature du prolétariat est la guerre des classes la plus âpre, la plus sauvage et la plus désespérée ; d'autre part, les méthodes de travail spécifiquement militaires sont dans les syndicats les moins faciles à employer. Ils doivent, d'un côté, s'adapter aux masses et à leur niveau actuel, d'un autre côté, ils ne doivent en aucun cas céder aux préjugés des masses, mais les élever à un degré toujours plus haut. Ces contradictions ne sont pas fortuites et ne peuvent pas être écartées d'ici de longues années, car tant que des survivances du capitalisme et de la petite production existeront, des contradictions subsisteront entre ces survivances et les germes du socialisme dans toute la structure sociale.

Les conséquences pratiques qui en découlent sont de deux sortes. Premièrement, il ne suffit pas aux syndicats de comprendre leurs devoirs et de bien les réaliser ; un fait particulier dans les rapports avec les masses et une compréhension particulière dans la façon d'aborder les masses dans tous les cas particuliers, sont nécessaires pour les élever chaque fois, avec le minimum de frottement, à un degré plus haut dans le domaine culturel, économique et politique. Deuxièmement, il est clair que les contradictions, dont nous avons parlé plus haut, provoqueront inévitablement des conflits, des dissensions, des frottements, etc. Dans ce cas, un organe plus élevé est absolument nécessaire, qui possèdera l'autorité suffisante pour résoudre immédiatement tous les antagonismes. Cet organe plus élevé est le Parti Communiste et l'union internationale de tous les Partis Communistes, l'Internationale Communiste.

Les Syndicats et les spécialistes

Les thèses fondamentales sur cette question sont exposées dans le programme du Parti Communiste russe, mais elles sont condamnées à rester lettre morte si l'on n'insiste pas sur les faits qui démontrent le degré de leur réalisation effective. Ces faits ont été constitués dernièrement par l'assassinat d'ingénieurs par les ouvriers des mines socialisées, non seulement dans l'Oural, mais même dans le bassin du Donetz, puis le suicide de l'ingénieur en chef de la direction des eaux de Moscou, W. W. Oldenburg, à cause des conditions de travail impossibles créées par la conduite intolérable du noyau communiste et des organes du pouvoir des soviets, conduite qui prouve leur incapacité. Le Comité Central Exécutif pan-

SECOURONS NOS FRÈRES DE RUSSIE



russe a été obligé de remettre l'instruction de cette affaire à la justice.

La responsabilité de tels faits incombe bien plus au Parti Communiste et au pouvoir des soviets, en général, qu'aux syndicats. Mais il ne s'agit pas ici d'établir le degré de la responsabilité qui incombe à chacun, mais plutôt des conséquences politiques qui doivent en être tirées. Si aucune institution dirigeante, pas plus le Parti Communiste que le pouvoir des soviets, ni les syndicats, n'ont réussi à protéger comme la prunelle de leurs yeux les spécialistes consciencieux, capables, et aimant leur travail, même s'ils ne sont pas communistes, il ne peut être question d'aucun résultat sérieux dans le domaine de la construction du régime socialiste. Nous devons réussir à accorder aux spécialistes qui constituent une certaine couche sociale, et cela, jusqu'à ce qu'on ait atteint le plus haut développement de la société communiste, une situation meilleure dans le régime socialiste que dans le régime capitaliste, tant en droit qu'en fait, et tant dans la collaboration amicale avec les ouvriers et les paysans, que dans le sens de la satisfaction de leur propre travail, dans la conscience de leur utilité sociale, indépendamment des intérêts égoïstes de la classe capitaliste. On ne peut considérer comme bien administrée une branche, dans laquelle on n'aura pas travaillé pratiquement et, selon un plan donné, à assurer complètement la situation des spécialistes, à donner la préférence aux meilleurs d'entre eux et à protéger leurs intérêts.

C'est le devoir des syndicats, de faire ce travail (ou de participer systématiquement à ce travail dans toutes les branches), non pas du point de vue de chaque branche isolée, mais de celui des intérêts du travail et de l'économie nationale.

Dans la question des spécialistes, les syndicats devront exercer tous les jours leur influence sur les masses travailleuses et instituer de justes relations mutuelles entre celle-ci et les spécialistes. Seul, un pareil travail pourra permettre d'obtenir de sérieux résultats pratiques.

Les syndicats et l'influence petite-bourgeoise sur la classe ouvrière

Les syndicats n'auront de valeur réelle que s'ils réunissent dans leur sein de larges couches d'ouvriers sans-parti. De là, suit inévitablement, particulièrement dans un pays ayant une forte majorité de paysans, la possibilité de l'apparition dans les syndicats de toutes les influences politiques, qui sont un reflet des survivances du capitalisme et de la petite production. Ce sont les influences petites-bourgeoises : d'un côté, les influences menchevistes, social-dévoctionnaires, les genres russes des partis de la deuxième Internationale et de l'Internationale deux et demie, et d'autre part, les influences anarchistes. Ce n'est que dans ces directions que subsistent encore un certain nombre de gens qui défendent le capitalisme, non d'après des intérêts égoïstes de classe, mais qui continuent à croire à l'existence au-dessus des classes de la « Démocratie », de l'« Egalité » et de la « Liberté ».

Les survivances (rarement les renaissances), observées chez nous de pareilles idées petites-bourgeoises dans les syndicats, s'expliquent précisément par les causes économiques exposées plus haut, et non pas par le rôle joué par certains groupes et certaines personnes isolés. Le Parti Communiste, les institutions soviétistes et tous les communistes des syndicats devront, par con-

séquent, accorder une plus grande attention à la lutte contre les influences, les tendances et les déviations petites-bourgeoises dans les syndicats, d'autant plus que la nouvelle politique économique conduit inévitablement à un certain renforcement du capitalisme. Ce renforcement doit trouver son contre-poids dans une lutte plus active contre l'influence petite-bourgeoise dans les syndicats.

Les Thèses du Congrès de Marseille

Le numéro spécial du Bulletin Communiste, contenant le texte des Thèses et Résolutions votées au Congrès de Marseille, est en vente dans nos bureaux, 120, rue Lafayette, et à la Librairie de l'Humanité

La réduction habituelle sera faite aux Groupes, Sections et Fédérations. Adresser les commandes au camarade René Reynaud, 120, rue Lafayette.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.